

Perspectives

N°23/157 – 31 mai 2023

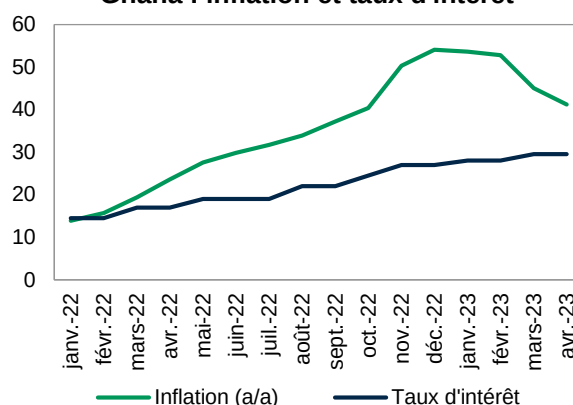
GHANA – Le coup de pouce tant attendu du FMI

Le conseil d'administration du FMI a enfin approuvé un prêt de 3 Mds USD au Ghana, après que ce dernier a apporté les garanties suffisantes pour débloquer cette aide. Ce programme de trois ans, au titre de la facilité élargie de crédit, vise à restaurer la stabilité macroéconomique du pays et replacer la dette sur une trajectoire soutenable. C'est une bouffée d'oxygène apportée par un premier décaissement immédiat de 600 millions USD pour ce pays en proie à une grave crise économique.

En juillet 2022, le Ghana s'était résolu à faire appel au FMI pour obtenir ce programme d'aide et un pré-accord avait été conclu fin 2022. Le Fonds a tenu compte du programme de restructuration des dettes locales qui a été clôturé avec succès pour le pays en enregistrant un taux de participation de 80% des détenteurs d'obligations, et des négociations en cours avec les principaux pays créanciers pour la restructuration de la dette externe. En effet, les créanciers officiels d'Accra ont formé un comité coprésidé par la France et la Chine et se sont engagés à négocier avec le pays pour la restructuration de leurs créances. **Le soutien du FMI accompagnera le Programme pour la croissance économique post-Covid (PC-PEG) présenté par le gouvernement ghanéen l'année dernière.** Il se décline en sept points clés : une meilleure mobilisation des recettes intérieures, la rationalisation des dépenses, le renforcement des capacités productives locales, la promotion et la diversification des exportations, la protection des pauvres et des personnes vulnérables, le développement des infrastructures numériques et physiques adaptées au climat et la mise en œuvre de réformes structurelles. **Les conditions qui accompagnent ce prêt sont ainsi semblables aux objectifs du PC-PEG,** en particulier l'assainissement budgétaire avec une meilleure mobilisation des recettes qui sera favorisé par la mise en place de réformes structurelles (politique fiscale, gestion des finances publiques) et la réduction de l'inflation.

Outre la lourde dette publique (90% du PIB), l'économie est à bout de souffle. Le renchérissement des importations du fait des conséquences de la guerre en Ukraine est largement ressenti par la population, confrontée à une forte hausse des prix. L'inflation tend néanmoins à s'assagir depuis le pic de décembre 2022 (54%) et atteint 41,2% en avril (a/a). Par ailleurs, la monnaie ghanéenne, le cedi, était devenue l'une des devises les moins performantes au monde en 2022 en se dépréciant de 45% face au dollar américain. Depuis l'annonce du plan FMI, la monnaie s'est légèrement redressée et s'est appréciée de 9% depuis le début du mois de mai. En outre, la position extérieure du pays s'est détériorée avec des réserves de change équivalentes à 2,2 mois d'importations. Néanmoins, l'activité économique se montre résiliente pour le moment, avec une croissance de 3,2% en 2022 (contre 5,4% en 2021), soutenue par une industrie extractive et un secteur des services très dynamiques. Elle devrait tout de même poursuivre ce ralentissement à un niveau en deçà de son niveau moyen pré-pandémique de 7% et atteindre 1,6% cette année (FMI).

Ghana : inflation et taux d'intérêt



Sources : Ghana Statistical Services, Crédit Agricole S.A/ECO

✓ **Notre opinion** – Ce plan de soutien du FMI permettrait de réduire à court terme les pressions sur les réserves de change et sur le cédit ghanéen, et devrait débloquer davantage de fonds de la communauté internationale (la Banque mondiale prévoit une aide de 1,6 Md USD). Le Ghana fait preuve de beaucoup de volonté pour assurer la stabilité économique et enrayer l'hémorragie budgétaire. Ainsi, d'une part, la Banque centrale du Ghana poursuit son resserrement monétaire avec une hausse de son taux directeur, passé de 14,5% en janvier 2022 à 29,5% aujourd'hui, pour endiguer l'inflation. D'autre part, le budget 2023 présenté par le gouvernement prévoit un déficit budgétaire de 7,7% du PIB, contre 9,9% en 2022. Les revenus fiscaux devraient ainsi augmenter de 15,9% du PIB en 2022 à 18% du PIB en 2023, soutenus par la hausse de 2,5 points de la TVA, à 15%, la mise en œuvre de la plate-forme sur les impôts fonciers, et une baisse du taux E-Levy (sur les transactions électroniques) de 1,5% à 1%. Par ailleurs, le gouvernement ghanéen a introduit en avril diverses mesures fiscales visant à augmenter le droit sur certains produits soumis à accise, à réviser les taux d'imposition sur le revenu applicable aux particuliers et à introduire une retenue sur les rendements des placements.

Enfin, 22 milliards USD sur une dette extérieure totale de 30 milliards USD font l'objet d'une restructuration, dont 14 Mds USD sont détenus par des créanciers commerciaux (y compris les détenteurs d'eurobonds) et 5,4 Mds USD sont détenus par des créanciers bilatéraux comme la Chine et le Club de Paris. Même si avec ce plan FMI le gouvernement espère obtenir un allègement de 10,5 Mds USD entre 2023 et 2026, les conditions de restructuration avec les principaux bailleurs n'ont pas encore été convenues.

Article publié le 26 mai 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
30/05/2023	<u>Brésil – Risques avérés circonscrits contre menace sourde</u>	Brésil
30/05/2023	<u>Royaume-Uni – Les chiffres d'inflation créent la surprise</u>	Royaume-Uni
26/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/05/2023	<u>La grande polarisation</u>	Monde
22/05/2023	<u>L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires - Ensemble des IAA</u>	Agroalimentaires
17/05/2023	<u>Japon-Corée – Les lignes de force de la géo économie asiatique bougent vite</u>	Asie
16/05/2023	<u>Royaume-Uni – Conjoncture : le PIB croît de 0,1% au T1-2023</u>	Royaume-Uni
15/05/2023	<u>Parole de banques centrales – La BOE augmente ses taux de 25 pdb à 4,5% et révisé fortement ses prévisions</u>	Royaume-Uni
12/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/05/2023	<u>Les nouvelles dépendances</u>	Europe
11/05/2023	<u>Brésil – « Patience et sérénité »</u>	Brésil
10/05/2023	<u>Asie – Conjuguer développement et transition écologique</u>	Asie
10/05/2023	<u>Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023</u>	Italie
09/05/2023	<u>Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie</u>	États-Unis
05/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/05/2023	<u>L'indésirable blé ukrainien</u>	Ukraine
04/05/2023	<u>Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire</u>	Brésil
03/05/2023	<u>Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie</u>	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	<u>Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial</u>	Asie, Amérique du Nord

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Data Lab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Etudes ECO** disponible sur App store**Android** : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.